

## 2<sup>e</sup> adresse au Beau Milieu 15 ans plus tard

Raymond Cloutier

---

Number 245, Summer 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/69729ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this article

Cloutier, R. (2013). 2<sup>e</sup> adresse au Beau Milieu : 15 ans plus tard. *Spirale*, (245), 39–41.

alors que de parler du rôle qu'on peut jouer, c'est s'inclure. Tout est dans l'attitude. Et je souhaite fermement qu'il y ait rapidement une volonté politique qui s'exprime en faveur des besoins des artistes, pour ces raisons-là. Pour défendre cette posture-là, en dehors d'une logique de « la juste part », je ne vois pas du tout se manifester une telle volonté politique, à part dans les dossiers qui touchent aux infrastructures. Pour donner dans le béton, on est pas pire. (*Rires.*) Mais pour répondre aux réels besoins des artistes, on se cache encore dans les ministères et on détourne les questions. Malgré ce dialogue de sourds, les artistes doivent réaffirmer leur art et sa vitalité. Ils doivent adopter une posture fière. Ne jamais se justifier. Ils ne doivent pas travestir leur langage en fonction des retombées économiques ou des statistiques touristiques pour faire plaisir ou pour convaincre. La

volonté de convaincre a engendré des comportements d'apitoiement sur soi ou pire, dans les dernières années, a ravivé un mépris à travers un certain radicalisme d'inspiration populiste. Double dialogue de sourds. Ou pas de dialogue du tout... Le réel dialogue, le salut de l'Art, doit s'exprimer dans une liberté totale. Ce que j'entends par là, c'est que le geste artistique doit toujours être authentique et libre. C'est en cela qu'il est constamment menacé. Ça me fait penser au principe énoncé dans le manifeste que j'ai écrit : « L'artiste doit parler sa langue, et ce n'est pas ça qu'on entend en ce moment? » †

1. Il s'agit de l'adresse civique du Théâtre d'Aujourd'hui, rue St-Denis à Montréal.
2. Cf. Sylvain Bélanger, « Je n'en suis pas à un manifeste près ou Pour en finir avec l'industrie culturelle », *Jeu, revue de théâtre*, n° 145, 2012.4, p. 26-29.



## 2<sup>e</sup> adresse au Beau Milieu

15 ANS PLUS TARD

PAR RAYMOND CLOUTIER

Dans le milieu théâtral, il y a longtemps que les règles du jeu dans l'allocation de subventions sont non seulement désuètes mais contre-productives.

Nous évoluons (je ne suis pas certain que le terme soit approprié, à moins qu'il ne désigne les patineurs évoluant en rond sur une piste de glace) dans un modèle figé d'entreprises culturelles à but non lucratif, subventionnées automatiquement et systématiquement au fonctionnement par l'État depuis leur fondation, sans qu'elles aient d'autres missions ou orientations que d'avoir participé à la naissance de ce modèle et de perdurer grâce à ces mêmes injections d'argent public. Elles reconnaissent toutes recevoir de 30 % à 40 % d'aide de l'État (provincial, fédéral et municipal). Sans parler de l'aide aux projets, aux événements, et du soutien aux infrastructures et autres besoins en biens meubles qui viennent gonfler le modèle.

Conséquence : des programmations hétéroclites, floues, inspirées par des intuitions esthétiques, des liens affectifs, des idées soudaines, des copies d'aventures vécues ici et là sur la planète et souvent repérées lors de voyages prospectifs ou non. Des coups de cœur importés ou

suggérés, des succès de Broadway, Paris ou Londres. Avec parfois un texte vedette d'un de nos dramaturges, souvent les mêmes.

Bref, les besoins réels, ancrés dans la représentation des préoccupations citoyennes, sont écartés des programmations, alors que le plaisir des abonnés, les goûts du cercle rapproché et les humeurs du clan règnent sur nos plateaux.

Regardez la déclinaison de l'offre au Théâtre de Quat'Sous, à L'Usine C, à La Chapelle, au Théâtre d'Aujourd'hui (dédié aux textes indigènes), au Prospero et même au Théâtre du Nouveau Monde, vous ne pourrez vous y retrouver à moins d'avoir un pied dans l'abonnement, d'avoir en main un laissez-passer sur le clan ou d'avoir l'oreille branchée sur le buzz du Beau Milieu.

Et il est difficile d'y inscrire le théâtre de la famille Duceppe, dont le populisme payant se déguise en dévouement. Ici le clan survit dans une aventure somme toute commerciale et soutenue par la réputation du (des) fondateur(s).

Bien sûr, nous offrirons une fleur au Rideau Vert qui tire dans tous les sens pour séduire le plus grand nombre, sans trop

céder à la qualité. Mais c'est une mission impossible et indéfendable. Comme si, dans une métropole, chaque théâtre devait tout faire pour pallier l'aveuglement des autres.

Une seule maison semble avoir compris l'importance d'intéresser son voisinage, de bousculer son milieu citoyen, d'adopter un discours moteur : la Licorne. Au cœur du Plateau Mont-Royal, avec une esthétique urbaine, jeune, coup de poing, sans prétention, venue d'une de nos sources identitaires (quoiqu'en disent nos *nationaux*) — l'Irlande, l'Écosse, la Grande-Bretagne —, parallèlement à des auteurs d'ici aux thématiques plus sociales et aux premières aventures de groupes sans moyens, on tente de prolonger la durée de vie de l'affiche par des tournées, des reprises, à l'instar de notre théâtre jeunes publics qui, lui, a déjà assimilé la notion de répertoire.

Chaque théâtre a besoin de revenus autonomes, certes. Mais les subventions seront toujours au rendez-vous pour les mêmes compagnies abonnées à la pompe à subventions, pourvu qu'elles répondent à certains critères, très minimaux, de rentabilité. La stratégie : diminuer le nombre de représentations, demander toujours plus d'aide de l'État et surtout ne pas remettre en question le modèle, ses propres pratiques, et ne pas regarder l'autre avenue, la réorganisation des missions et de la diffusion. Ce qui oblige une régulation venue soit du milieu soit des organismes subventionnaires. Il y a des règles pour le lait, les grains, la forêt, les mines, mais ne touchez pas à mon théâtre, même si vous le financez...

Il ne faut surtout pas dire quoi faire, quoi modifier, quoi entreprendre. Vive l'analyse, dehors les solutions !

J'ai eu ma leçon. Des années sur la liste noire des scènes du Québec pour avoir proposé, en 1998<sup>1</sup>, des pistes et des solutions claires, quoique complexes, à une (in)évitable catastrophe : l'attrition de notre public et la perte de sens par nos scènes.

Pour faire court, je disais qu'il fallait que nos théâtres dits institutionnels diminuent le nombre de productions et en augmentent la durée de vie. En d'autres mots, moins de titres et plus de dates. Des formules d'alternances, de prolongations, de répertoires étaient suggérées et analysées. Mais je désirais surtout provoquer un immense remue-méninge, une collecte de modèles de partout dans le monde, un coup de sonde chez les populations en dehors des deux grandes villes de Québec et de Montréal.

Du même coup, je voulais interpeller les ministres passés et futurs de la culture pour les engager à exercer un peu de leadership. Il faudra bien un jour réaliser que le ministère de la Culture ne doit pas être, dans l'esprit de Georges-Émile Lapalme, le ministère des seuls artistes mais le responsable de la culture pour l'ensemble de la population sur tout le territoire. Bien que, dans le cas qui nous occupe, ce serait à l'avantage de tous les membres de l'Union des artistes de souscrire à ce changement de modèle.

Alors que les responsables politiques ne veulent pas entreprendre la grande rénovation de la production et de la diffusion théâtrales sur tout le territoire, que toutes les directions participantes à l'engrenage sont satisfaites, puisque financées pour continuer leur course folle, que les victimes collatérales, les artisans, n'osent s'exprimer de peur d'être évincés de la grande roue, tout demeure en l'état.

Nous nous retrouvons donc avec le même dilemme, les mêmes incongruités, les mêmes constatations et la même inconscience !

Les hauts cris du milieu théâtral de ce printemps 2013 en font foi. Seule l'exigence de l'inclusion obligatoire de la fréquentation des arts de la scène dans le cursus du primaire et du secondaire semble avoir fait son chemin depuis 1998. On m'avait semoncé à l'époque, traité de fasciste, pour avoir suggéré ce passage obligé vers la survie, non seulement de l'art dramatique d'ici, mais d'un pan de l'identité culturelle de tous nos concitoyens.

Comme d'habitude, la plainte du « Beau Milieu » vise le gouvernement, les publics, l'inculture, le pays absent. Un cri devant l'échec. Sauvez-moi de la misère, donnez-moi des sous, monsieur, madame. J'ai du talent, remplissez mon écuelle. Pathétique !

Jamais on ne remet en question les pratiques, les discours, les choix esthétiques et surtout l'organisation et l'écologie de la diffusion.

Jamais on n'entend :  
« Et si on faisait autrement ! »

Nous sommes parfaits dans ce monde qui ne nous comprend pas. Le Triste Milieu ne veut surtout pas s'imputer la cause de son malheur et trouver ainsi en lui-même la mise en œuvre des solutions.

Les fidèles vieillissent. Toujours les mêmes amis, augmentés de quelques nouveaux adhérents déjà en coulisse. La même tarte (le public et les subventions) est divisée pour assurer le fonctionnement des mêmes compagnies et les projets de centaines de moyennes et petites entreprises théâtrales qui attendent sur le perron que les grandes institutions périssent.

C'est vrai que le Québec est une terre originale, un terreau riche, un modèle unique. Nous produisons beaucoup, parce que fragiles, anxieux, inquiets pour notre survie collective. Or, le hamster continue de tourner dans sa cage avec l'illusion d'avancer. Alors, comment réaliser cette réorganisation de la création, de la production et de la diffusion des arts de la scène et du théâtre en particulier ?

Commençons par rêver !

Rien ne sert de gratter la plaie plus longtemps. Refermons le pansement et imaginons que tout arrête, que les artisans, acteurs et actrices, directeurs, auteurs, diffuseurs,

agents, fonctionnaires de la culture, ministres, techniciens, tous acceptent d'oublier le passé et d'inventer, avec les budgets actuels, les sommes disponibles en revenu autonome et public, de construire dans les lieux actuels (incluant de nombreux lieux de diffusion inexploités), le nombre de sièges existants le Jour 1 d'une nouvelle vie théâtrale au Québec.

*Comme d'habitude, la plainte du  
« Beau Milieu » vise le gouvernement,  
les publics, l'inculture, le pays absent.  
Un cri devant l'échec.*

### RÊVE TOUJOURS, MON LAPIN!

D'abord, la formation : si nous voulons continuer de former 80 interprètes par année et 20 scénographes, nous leur offrirons un avenir en conséquence. C'est une des formations les plus coûteuses qui soit. Il y a, donc, près de 3 000 acteurs et actrices et 500 scénographes, entre 20 et 60 ans, qui attendent des coups de téléphone depuis 35 ans. Il ne sonne en ce moment que pour une centaine.

Nous avons les créateurs, les dramaturges, l'expertise... il ne nous reste qu'à imaginer et à démarrer un projet. Il pourrait y avoir (on rêve), dans la plupart des régions administratives du Québec, une compagnie attachée à la ville centre, dans un théâtre/résidence et rayonnant en tournée dans sa région. Cette compagnie serait composée d'un bassin d'acteurs et d'actrices de tous âges, de métiers et d'habiletés variés, capables d'interpréter aussi bien le grand répertoire que le théâtre léger, expérimental et jeunesse. Des acteurs et des actrices habilités à soutenir des grands rôles ou d'assumer une doublure ou une figuration. Des metteurs en scènes, scénographes ou dramaturges, des interprètes ou chorégraphes seraient les responsables artistiques de ces lieux.

Le financement serait assuré par l'État (Culture et Éducation) et les revenus autonomes. Un cahier des charges veillera à l'accomplissement de la mission :

- offrir un accès au grand répertoire à tous les citoyens, en programmant les représentations sous forme d'alternance continue;
- élaborer des versions qui peuvent aussi tourner dans des villes ou villages éloignés de la résidence;
- assurer la fréquentation des arts de la scène par les élèves (fréquentation inscrite dans les cursus du primaire et du secondaire, donc obligatoire pour tous), sous forme de tournées dans les établissements de diffusion ou lors d'accueil dans le lieu de résidence de la compagnie;

- offrir une programmation pour les Centres de la Petite Enfance;
- animer une scène expérimentale, annexe de la scène principale;
- organiser des tréteaux légers qui peuvent évoluer dans des endroits inusités;
- jouer pour tous les publics une programmation accessible, divertissante, dans un répertoire plus léger.

Nos interprètes, scénographes, metteurs en scène voyageraient d'une scène à l'autre, seraient responsables de plusieurs spectacles et de plusieurs rôles. Leur vie serait saine, stable et, de surcroît, excitante. Ils se lieraient à la compagnie aux conditions négociées et pour le temps voulu. Imaginez ça à Sept-Îles, Sherbrooke, Gaspé, Rimouski, Saguenay, Mont-Laurier, St-Jérôme, Trois-Rivières, Gatineau...

À Montréal et à Québec, une grande réorganisation et une fusion de plusieurs compagnies auraient eu lieu. Les autres, ainsi soustraites à une compétition malsaine et dès lors soumises à une régulation de l'offre, verraient croître leur vitalité et leur fréquentation, offriraient de nouvelles affiches tirées du répertoire et donneraient à tous les citoyens du Québec le temps de les visiter.

Imaginons, qui plus est, que les premières des pièces à l'affiche à Montréal et à Québec soient diffusées par satellite dans des salles et des cinémas, partout dans la province... et vice versa.

Certaines compagnies seraient certes plus petites, plus modestes, plus itinérantes, d'autres brilleraient par la qualité de leur direction artistique, mais partout la mission première sera respectée. Tous les citoyens auraient droit à un théâtre qu'ils soutiennent par leurs impôts.

Tous les enfants et les adolescents fréquenteraient les arts vivants, de la petite enfance au collégial, et notre identité en sortirait plus forte de l'injection d'images, de paroles, de jeux, d'histoires locales et universelles.

Si une culture du « sport » peut s'implanter et être soutenue dans toutes les régions du Québec, si l'on y retrouve des équipes de tous les niveaux, peut-être pourrions-nous croire qu'un jour, une culture du théâtre, une représentation de l'humanité pourra se déployer dans chaque région de notre territoire.

Mais ne rêvons pas trop. À moins d'une autre révolution moins tranquille, je serais étonné qu'un tel scénario se réalise. Nous sommes trop englués dans notre autosatisfaction, trop illusionnés par nos vedettes commerciales, trop aveuglés par l'univers technologique, pour nous rendre compte qu'il nous manque l'essentiel : le voyage fictionnel, dans un temps suspendu, où le réel apparaît enfin. Le théâtre quoi! †

1. Cf. Raymond Cloutier, *Le Beau Milieu. Chronique d'une diatribe*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 1999. [NDLR]